

## AHMED EL KARM

Président du Directoire d'Amen Bank

**"Il n'est pas normal qu'en Tunisie la monnaie fiduciaire (billets de banque) continue à constituer le moyen de paiement le plus utilisé"**

*«La convention qu'Amen bank a signé avec l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) ouvre une voie royale pour le système bancaire et financier tunisien»*

«En Tunisie, avec seulement 11 millions d'habitants, les moyens de paiement par internet sont bloqués parce que, entre autres, subsiste un contrôle de change vieux de plus de 50 ans»

# Le plaidoyer d'Ahmed El Karm pour une modernisation de l'économie basée sur la maîtrise des TIC

Lors de cette rencontre avec M. Ahmed El Karm, président du Directoire d'Amen Bank, nous avons abordé avec lui la situation économique générale du pays. D'emblée, M. El Karm rappelle que la situation est difficile, tout le monde en convient. Et de souligner que la Tunisie vise à atteindre deux objectifs qui, en apparence, sont contradictoires. Il soulignera l'importance de l'engagement de tous les acteurs –politiques, économiques et sociaux- pour redresser la situation.

Il faut rappeler que M. El Karm avait plaidé pour "une loi d'exception" pour sauver l'économie nationale. C'était il y a presque 3 ans de cela.

Propos recueillis par Tallel BAOURY

Lire sur le web : <http://bit.ly/2fU5viq>

**A**hmed El Karm estime que «ceux qui nous gouvernent ont d'abord la responsabilité de stabiliser l'économie du pays; cela veut dire qu'il faut réduire le déficit budgétaire qui a atteint des niveaux insupportables. En même temps, il faut contenir le déficit de la balance courante, conséquence d'un décalage entre des exportations qui stagnent et des importations qui dérapent».

Dans ces conditions, «est-il possible de concevoir valablement une gouvernance d'expansion et de relance. C'est là où apparaît la difficulté de l'exercice : stabiliser certes mais ne pas s'arrêter, il faut stimuler la croissance pour répondre aux attentes d'emploi et d'équilibre régional».

«Ceux qui nous gouvernent ont d'abord la responsabilité de stabiliser l'économie du pays; cela veut dire qu'il faut réduire le déficit budgétaire qui a atteint des niveaux insupportables. En même temps, il faut contenir le déficit de la balance courante, conséquence d'un décalage entre des exportations qui stagnent et des importations qui dérapent»

Pourquoi de la croissance? «Parce qu'il y a du chômage. Près de 600.000 jeunes tunisiens n'ont pas d'emploi, il faudra leur

donner espoir dans l'avenir. C'est une responsabilité sociale que de leur trouver un emploi permanent. Pour ce faire, il faut investir, mais pour investir il faut qu'il y ait du financement. Or, la mobilisation des ressources nécessite un cadre garantissant la stabilité des affaires notamment par la maîtrise des déficits budgétaires et courants».

Mais il a confiance, car, dit-il, «je pense qu'il y a de l'intelligence dans les rouages de l'Etat. Les décideurs sont en train d'aborder la gestion de la chose publique d'une manière plus professionnelle profitant en cela du soutien du Fonds monétaire international et d'autres bailleurs de fonds. Il devient indispensable d'engager les vraies réformes qui touchent entre autres la compression des dépenses de l'Etat, la limitation du gaspillage notamment au niveau de la Caisse de compensation, l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises, l'adaptation du code de travail, etc. Il y a donc des réformes à mettre en place qui sont certes douloureuses mais, oh combien, nécessaires. Car si elles ne sont pas entreprises maintenant, leur absence risque de coûter cher, d'hypothéquer l'avenir de la Tunisie et de mettre en cause les avancées démocratiques du pays», avertit M. El Karm.

Ahmed El Karm estime nécessaire d'agir avec pédagogie. Tout en reconnaissant qu'il y a un déficit en la matière, il considère que «si nous

accompagnons ces mesures douloureuses par d'autres actions garantissant la liberté d'entreprendre, ouvrant une nouvelle page en matière de justice fiscale, supprimant les contrôles préalables notamment le contrôle de change, il est possible de susciter un redémarrage rapide de la croissance atténuant les coûts inévitables des réformes dérangeantes des rentes de situation».

*Si des vraies réformes ne sont pas entreprises maintenant, leur absence risque de coûter cher, d'hypothéquer l'avenir de la Tunisie et de mettre en cause les avancées démocratiques du pays*

application stricte de la loi, c'est indispensable. En même temps, donnons au Tunisiens la liberté d'entreprendre. Nous avons des jeunes de bon niveau qui excellent partout dans le monde, pourquoi pas en Tunisie...».

«Aujourd'hui on entre dans ce qu'on appelle la troisième révolution industrielle qui annonce un mode totalement différent de tout ce que nous avons connu jusque ici. Cette évolution est portée par des disciplines innovantes. Il s'agit des technologies de l'information et de la communication, de la biotechnologie, de la nanotechnologie et de l'intelligence cognitive... Si nous n'abordons pas rapidement ses mutations avec emphase et motivation, nous risquons

*Si nous accompagnons ces mesures douloureuses par d'autres actions garantissant la liberté d'entreprendre, une justice fiscale, supprimant les contrôles préalables notamment le contrôle de change, il est possible de susciter un redémarrage rapide de la croissance*



Ahmed El Karm  
Président du Directoire d'Amen Bank

Président de l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers.  
Président du Conseil d'Administration de l'Académie de Formation Bancaire.

Chargé du cours de la réglementation financière au cycle supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration.  
A contribué à la définition de la stratégie et du contenu du programme de la convertibilité du dinar.  
Intervient régulièrement dans des forums et des rencontres professionnelles.

Auteur de plusieurs études sur la politique monétaire et sur les stratégies de développement financière en Tunisie.

Chevalier de l'Ordre de la République Tunisienne.

d'être mis à l'écart du monde moderne et raterons un vrai rendez-vous avec l'Histoire», avertit-il.

Pour M. El Karm, «nous devons aborder cette mutation avec des prismes différents: laissons de côté tous les sentiers battus, tout ce que nous avons connu, et essayons de bâtir notre avenir sur du nouveau».

Il prend pour exemple le commerce électronique, qui est aujourd'hui très développé en Chine (un pays de 1,3 milliard d'êtres humains), où la moitié du com-

40% des emplois dans les services, y compris dans les banques, vont disparaître dans les 20 prochaines années. Nous allons rapidement vers une nouvelle organisation basée sur le big data, l'intelligence artificielle, la 4e voire la 5e génération, l'internet des objets, la robotisation, etc

merce s'y traite sur internet. «Or en Tunisie, avec seulement 11 millions d'habitants, les moyens de paiement par internet sont bloqués parce que, entre autres, subsiste un contrôle de change vieux de plus de 50 ans».

Pour lui, on ne peut aborder ces mutations avec des schémas anciens. «Jetons tout ce qui est ancien, révolu, et construisons un nouveau modèle, ce qui a été fait en Californie, en Chine et même en France, on peut le réaliser en Tunisie», pense-t-il.

«A Amen Bank –et je pense que c'est pareil pour les autres banques aussi-, nous avons depuis longtemps anticipé cette révolution technologique. Nos cadres se forment et se rodent pour mieux maîtriser ces nouvelles technologies», explique-t-il.

*Or en Tunisie, avec seulement 11 millions d'habitants, les moyens de paiement par internet sont bloqués parce que, entre autres, subsiste un contrôle de change vieux de plus de 50 ans*

Et de souligner que «40% des emplois dans les services, y compris dans les banques, vont disparaître dans les 20 prochaines années. Nous allons rapidement vers une nouvelle organisation dans nos

banques et dans nos entreprises basée sur le big data, l'intelligence artificielle, la 4e voire la 5e génération, l'internet des objets, la robotisation, etc. Ces avancées technologiques sont en train de métamorphoser le mode de travail et de provoquer, certes, des traumatismes et des angoisses, mais re-

*Nous devons aborder cette mutation avec des prismes différents: laissons de côté tous les sentiers battus, tout ce que nous avons connu, et essayons de bâtir notre avenir sur du nouveau*

cèlent des opportunités indéniables et des nouveaux horizons qui susciteront la création des bases différentes pour organiser les relations de travail dans l'entreprise».

En conclusion, M. Ahmed El Karm insistera sur le fait que: «Tout est possible. Un de mes rêves est de voir disparaître tout contact physique entre l'administration et le citoyen, c'est-à-dire que le citoyen, à partir de son domicile, de son lieu de travail, muni d'un ordinateur, arrive à satisfaire tous ses besoins administratifs sans se déplacer. C'est faisable, la Lettonie l'a déjà réussi. Elle est en train d'exporter ce modèle d'organisation administrative totalement numérique à toute la planète.

Ce sont des actions prioritaires qui vont nous préparer à un nouveau stade de développement. Vous ne pouvez pas imaginer l'effet positif qu'aura cette modernisation basée sur la maîtrise des nouvelles technologies de l'information, sur le dynamisme économique du pays. Elle est porteuse de quelques points de croissance dont la Tunisie a énormément besoin pour donner des emplois permanents à sa jeunesse».

## TT CLOUD VOTRE UNIVERS IT EN DEUX CLICS



# «Le système bancaire tunisien s'améliore »

Dans cette deuxième partie, Ahmed El Karm aborde la question du système bancaire tunisien dans son ensemble, et ce en tant président de l'Association professionnelle tunisienne des banques et établissements financiers (APTBEF).

M. El Karm souligne entre autres les progrès réalisés par les banques tunisiennes au cours des dernières années, particulièrement en matière de maîtrise de la technique bancaire. Et pour étayer ses dires, le président de l'APTBEF assure que toutes les banques de la place ont été bénéficiaires en 2016.

Propos recueillis par Tallel BAHOURY

Lire sur le web : <http://bit.ly/2fU48QR>

**L**e système financier tunisien est en train d'évoluer de manière assez intéressante. Tout d'abord, c'est un système qui applique de plus en plus, grâce notamment à l'action vigilante de la Banque centrale, les normes internationales de Bâle II et Bâle III. Il se rapproche des normes internationales en termes de gouvernance qui sont en vigueur dans les grandes banques, explique Ahmed El Karm.

Cette évolution a profité bien évidemment aux banques tunisiennes, en ce sens que la gouvernance s'améliore. De plus, la loi bancaire, votée il y a une année, veille pour que les banques soient managées et gouvernées de manière à garantir leur solidité, sans pour autant affecter leur rapidité d'intervention, ni entraver l'amélioration de la qualité de leurs services. Et là, même si on est toujours demandeur de plus de souplesse et de libéralisation, on peut dire que le cadre réglementaire actuel est meilleur

que celui qui existait auparavant. Il permet aux banques d'évoluer avec plus d'efficacité et de sécurité dans leurs relations avec les clients, dit-il.

La plupart des banques tunisiennes sont désormais bénéficiaires. Trois raisons

*Les temps sont difficiles, le laxisme est très coûteux. La bonne gouvernance doit être la règle fondamentale de gestion pour toutes les entreprises tunisiennes*

expliquent cette performance.

La première, c'est la bonne gouvernance. Les banques sont soumises à une réglementation contraignante qui les amène à agir dans un sentier conduisant inévitablement à une meilleure maîtrise des risques pris. Cette réglementation prudentielle a certes coûté et coûté cher aux banques en provisions et surtout en fonds propres, mais elle est, sur plusieurs aspects, bénéfique, notamment du fait d'une

plus grande pérennité et rigueur dans la gestion des banques, souligne-t-il.

Pour le président de l'APTBEF, «les temps sont difficiles, le laxisme est très coûteux. La bonne gouvernance doit être la règle fondamentale de gestion pour toutes les entreprises tunisiennes». Et d'ajouter sous forme de regret : «Certains hommes d'affaires, dès qu'ils atteignent un degré de per-

formance dans leur activité se hâtent de se hasarder, souvent, dans d'autres secteurs qu'ils ne connaissent pas alors qu'ils ont tout avantage à se consolider dans leur métier de base».

Par ailleurs, M. El Karm indique que «dans les banques tunisiennes, les cadres 'bac plus 4 et plus' représentent entre 50 et 60% des effectifs. Un tel taux d'encadrement recèle un vrai vivier d'intelligence garantissant la réussite dans les mutations, restructurations et développements stratégiques que les banques sont appelées à faire pour s'adapter à l'environnement et aux préférences de la clientèle».

*Certains hommes d'affaires, dès qu'ils atteignent un degré de performance dans leur activité se hâtent de se hasarder, souvent, dans d'autres secteurs qu'ils ne connaissent pas alors qu'ils ont tout avantage à se consolider dans leur métier de base*

«Le conseil que je donne aux entreprises tunisiennes, c'est d'améliorer le taux d'encadrement. Même si cela coûte au départ, les retombées sur la qualité de la gouvernance ne se feront pas attendre. D'ailleurs, l'Etat donne d'intéressants avan-



tages pour l'emploi des cadres. Recrutez les cadres, formez-les convenablement, cela finira toujours par être payant, notamment dans les conjonctures difficiles».

*Les banques ont des projets, tel que le développement du paiement électronique, le renforcement du commerce électronique, l'inclusion financière, etc. La réussite de cette démarche moderniste suppose une adaptation de l'environnement des affaires et une réduction des blocages réglementaires et administratifs*

A la question de savoir si toutes les banques tunisiennes sont dans cet esprit, Ahmed El Karm, en tant que président de l'APTBEF, répond par l'affirmative, ajoutant que «même les banques publiques, qui font l'objet d'importantes réformes, ont fini par s'installer dans cette dynamique. C'est pour cela que je suis confiant dans l'avenir du système bancaire tunisien. Les banques seront toujours aux côtés de leur clientèle entreprises et particuliers. Elles seront toujours en capacité de fournir des services de qualité à leur clientèle».

«Des nombreuses initiatives sont prises pour moderniser davantage les banques tunisiennes notamment en adoptant les systèmes d'information les plus efficaces qui soient et qui utilisent les technologies les plus modernes et les plus prometteuses».

*Il n'est pas normal qu'en Tunisie la monnaie fiduciaire (billets de banque) continue à constituer le moyen de paiement le plus usité. Son encours est passée de 5 milliards de dinars en 2010 à plus de 11 milliards en 2017, à un moment où sa part dans la masse monétaire est en train de diminuer dans toutes les économies modernes*

Ahmed El Karm explique : «Les banques ont des projets, tel que le développement du paiement électronique, le renforcement du commerce électronique, l'inclusion financière, etc. La réussite de cette démarche moderniste suppose une adaptation de l'environnement des affaires et une réduction



## « LA QUINTESSENCE »

### Résidence de très haut standing En R+2 sur les hauteurs d'ENNASR 2

des blocages réglementaires et administratifs. L'appareil judiciaire tunisien doit devenir plus efficace, et l'administration doit être mieux lisible et plus engagée dans le développement des entreprises et des investissements. Les services de télécom doivent être plus innovants, etc.».

Le président de l'Association professionnelle tunisienne des banques et établissements financiers poursuit : «Il n'est pas normal qu'en Tunisie la monnaie fiduciaire (billets de banque) continue à constituer le moyen de paiement le plus usité. Son encours est passée de 5 milliards de dinars

Par contre, d'autres ne parviennent pas à intégrer l'économie formelle pour plusieurs raisons dont la lourdeur des contraintes administratives... Il est possible que des amnisties arrivent à les pousser à régulariser leurs situations et à renouer leurs relations avec les banques. Personne n'a intérêt à rester éternellement dans l'informel, donc dans l'illégal».

Mais est-ce que les banques ont engagé des discussions avec les autorités sur ce sujet?, nous lui avons demandé. «Tout à fait, a répondu Ahmed El Karm, et nous avons fait mieux que ça. A l'APTBEF, nous avons

*Nous œuvrons, à l'association des banques, pour faire du téléphone portable un instrument de paiement universel*

en 2010 à plus de 11 milliards en 2017, à un moment où sa part dans la masse monétaire est en train de diminuer dans toutes les économies modernes», regrette le président de l'APTBEF.

«Nous avons dans nos banques des cadres, des ingénieurs d'une grande compétence qui sont en mesure d'assurer le saut technologique nécessaire des moyens de paiement avec toutes les sécurités qui doivent l'accompagner».

En lui disant que l'argent de l'économie parallèle passe forcément par les banques, M. El Karm assure que «non, l'économie informelle a son propre système bancaire, car celui qui s'adonne à l'informel n'ouvre pas un compte bancaire».

*Pour ramener ceux qui opèrent dans l'économie informelle dans le giron bancaire, il faut probablement une amnistie de change, fiscale, douanière et de sécurité sociale. Personne n'a intérêt à rester éternellement dans l'informel, donc dans l'illégal*

lancé un grand chantier d'inclusion financière dont l'objectif est de faire en sorte que chaque Tunisien, quel qu'en soit l'endroit où il se trouve sur le territoire national, puisse posséder un compte bancaire». Et il ajoute: «Nous avons des réflexions très approfondies en la matière avec d'éminents experts pour créer une dynamique opérante. C'est dans ce sens que nous intervenons de manière forte dans le financement de la microfinance, un véhicule intéressant d'intégration dans l'économie formelle pour les paiements, les crédits et les dépôts. Nous œuvrons également pour faire du portable possédé par tous les Tunisiens- un instrument de paiement universel, etc.».

En résumé, M. El Karm souligne que les banques vont investir massivement pour que l'inclusion financière soit une préoccupation majeure en Tunisie. «Car on estime que l'inclusion financière et l'éducation financière constituent des facteurs essentiels pour permettre aux Tunisiens d'accéder à la modernité».

Pour lui, un des thèmes majeurs de réflexion consiste à ramener ceux qui opèrent dans l'économie informelle dans le giron bancaire. «C'est pour cette raison d'ailleurs que j'ai parlé et à plusieurs reprises d'amnisties de change, fiscale, douanière et de sécurité sociale. Certains des opérateurs du marché informel partent d'intentions criminelles -ceux-là, il faut les sanctionner.

# Amen Bank : «Des performances en ligne avec les objectifs de la banque»

Dans cette première partie, le président du Directoire d'Amen Bank revient sur les réalisations de la banque au cours de l'année 2016, les perspectives pour 2017 et les années à venir. M. El Karm n'évoque pas que du bilan chiffré de la banque, mais s'attarde sur la contribution d'Amen Bank à l'amélioration de l'économie tunisienne, notamment en termes de développement de la collecte des dépôts des particuliers, de mobilisation de ressources extérieures...

En outre, il évoque la politique sociale de la banque (responsabilité sociale de l'entreprise Amen Bank, aides aux régions et aux couches démunies, promotion des femmes d'Amen Bank à des postes de responsabilité au même titre que les hommes...).

M. El Karm parle également de la nouvelle stratégie de communication d'Amen Bank, les conventions qu'elle a signées (notamment avec la Chine) –ou qu'elle va signer-, la création du fonds AFRICAMEN...

Enfin, le président du Directoire d'Amen Bank vante la maîtrise des technologies par les jeunes recrues, lesquelles ont permis à Amen Bank de réaliser un saut qualitatif vers la maîtrise des Technologies de l'information et de la communication. Car il considère que c'est l'avenir des banques, en particulier, et de notre économie, en général, dépendra de notre capacité à dompter les TIC.

Propos recueillis par Tallel BAHOURY

Lire sur le web : <http://bit.ly/2yKLTFc>

«2016 a été pour Amen Bank une année intéressante dans la mesure où la banque a réalisé et même dépassé ses objectifs. Ces indicateurs financiers encourageants d'Amen Bank ont contribué à l'amélioration de l'économie tunisienne, principalement dans le financement des entreprises, et le développement de la collecte des dépôts des particuliers.

Amen Bank a également été active dans la mobilisation de ressources extérieures, pour assurer un meilleures financement de l'économie».

«Cette activité s'est traduite par une augmentation de 50% des bénéfices d'Amen Bank, pour se situer à 90 millions de dinars en 2016, avec des rendements intéressants par rapport à la fois au total actif et au total des fonds propres, sans oublier une distribution de dividendes qui s'élève à 23% du nominal, soit un taux de rémunération ramené au cours boursier nettement supérieur à celui de la moyenne des banques de la place de Tunis».

Cette évolution se confirme en 2017.

Pour les six premiers mois de l'année, tous les agrégats de la banque sont au vert. Mais ce qu'il faut noter pour les trois derniers exercices, c'est l'important effort de provisionnement entrepris par Amen Bank afin d'assurer une couverture convenable des engagements dans le secteur touristique.

Et Ahmed El Karm d'expliquer : «Nous continuons à croire au secteur hôtelier tunisien. D'ailleurs, Amen Bank a joué un rôle actif au niveau de la profession bancaire pour la mise en place d'une solution pérenne et définitive afin de traiter comme il se doit la dette du secteur hôtelier qui, comme vous le savez, a atteint des niveaux qui hypothèquent non seulement l'exploitation du secteur hôtelier mais aussi sa capacité d'investir et de se moderniser».

*La Tunisie a signé l'accord de la COP 21, et chaque opérateur se doit de veiller pour que son action ne dénature pas l'environnement.*

*Il est impératif que tous les citoyens et entreprises agissent pour contribuer à la réduction d'émission du gaz à effet de serre afin de parvenir à l'objectif de stopper voir réduire le réchauffement planétaire.*

«Amen Bank accorde également une grande importance à son rôle d'acteur social engagé. Elle veille, dans ce cadre, à déterminer et évaluer l'impact environnemental des projets qu'elle finance, et a mis en place une "liste noire" des secteurs polluants, néfastes à l'environnement et, de ce fait, exclus de

Augmentation de 50% des bénéfices d'Amen Bank, pour se situer à 90 millions de dinars en 2016, avec des rendements intéressants par rapport à la fois au total actif et au total des fonds propres, avec une distribution de dividendes correspondant à 23% du nominal

ses interventions».

Ahmed El Karm rappelle à cet égard que la Tunisie a signé l'accord de la COP 21, et que chaque opérateur se doit de veiller pour que son action ne dénature pas l'environnement. Il est impératif que tous les citoyens et entreprises agissent pour contribuer à la réduction d'émission du gaz à effet de serre afin de parvenir à l'objectif de stopper voir réduire le réchauffement planétaire.

Amen Bank s'engage également -et d'une manière forte- dans les projets contribuant au développement régional et dans le financement des couches les plus défavorisées de la population.

«Nous le faisons à travers notre participation directe au capital de trois sociétés de microfinance. Cette participation permet au représentant de la banque de veiller à ce que les sociétés de la microfinance soient bien gouvernées, remplissant convenablement leur rôle de financement des couches démunies dans les régions les moins développées du pays en respect des normes



## CREDIM EXPRESS... à la fois novateur et pratique

M. El Karm souligne qu'Amen Bank a décidé d'opérer une simplification des procédures pour les clients de la banque afin qu'ils puissent accéder au logement dans des meilleures conditions. «Pour ce faire, Amen Bank a développé une solution appelée "CREDIM EXPRESS" qui a l'avantage de mettre en place le financement de logements dans un délai qui ne dépasse pas les deux semaines. Elle a utilisé pour cela une nouvelle approche consistant à confier au promoteur immobilier le soin de la collecte des informations et la constitution du dossier», explique le patron d'Amen Bank.

Il s'agit d'un produit novateur, basé sur les techniques modernes de communication et d'informatique : internet, workflow, signature électronique, etc. Ce système électronique, pionnier en Tunisie, «rencontre une grande satisfaction auprès des clients, promoteurs et citoyens tunisiens. Amen Bank continuera à l'améliorer et faire en sorte que ce soit la procédure pour toutes les formes de financement de logement».

Monsieur El Karm rappelle, en outre, la forte implication d'Amen Bank dans le Programme du premier logement pour lequel le budget de l'Etat prend en charge l'autofinancement. Ce programme a été intégré par la banque dans sa stratégie de développement du CREDIM EXPRESS.

prudentielles garantissant leur pérennité. Amen Bank assure également aux institutions de microfinance les moyens de financement nécessaires».

A cet effet, Amen Bank a pris la tête d'un pool bancaire tunisien formé de 13 établissements pour émettre, au profit d'Enda, principale institution de microfinance en Tunisie, un crédit syndiqué d'un montant de 111 millions de dinars. «C'est une première en Tunisie et dans le monde arabe et africain», souligne le patron d'Amen Bank.

Parallèlement, Amen Bank réserve chaque année près de 70 millions de dinars pour financer, grâce à SICAR Amen, les besoins en fonds propres des projets installés ou à créer dans les zones de l'intérieur du pays.

Le troisième axe concerne la promotion de la femme, tout d'abord, au sein d'Amen Bank. «Nous voulons que la femme soit choyée. Nous considérons et c'est maintenant une évidence pour dire que la femme tunisienne a un niveau de formation de qualité. De ce fait, nous voulons lui ouvrir les horizons afin qu'elle puisse évoluer à Amen Bank d'une manière qui soit totalement équivalente en termes de promotion et de plan carrière à celle des hommes»

Le quatrième et dernier axe que la banque compte engager prochainement consiste à encadrer des femmes chefs d'entreprise performantes qui ont le mérite de gérer des entreprises dans un environnement qui reste dominé par des comportements à forte connotation masculine. «Elles ont besoin d'appui, d'un regard bienveillant. Amen Bank est en train de monter un système de financement et surtout d'accompagnement adapté à leurs contraintes et motivations. Nous serons aidés en cela par la

*Amen Bank compte engager prochainement des actions d'encadrement des femmes chefs d'entreprise performantes qui ont le mérite de gérer des entreprises dans un environnement qui reste dominé par des comportements à forte connotation masculine.*

## Certification MSI 20000

Pour donner de la crédibilité à cette nouvelle orientation, Amen Bank a sollicité et obtenu une certification MSI 20000, réalisée par un leader suisse, premier intervenant international en matière de contrôle et de certification. Il a validé les procédures et les agrégats de la banque, attestant de leur conformité aux normes bancaires internationales.

Pour Ahmed El Karm, «cette certification est la garantie pour tous nos partenaires en Tunisie et à l'étranger qu'Amen Bank est une banque solide et rentable».

## Convention Amen Bank-Chine

«Beaucoup de gens l'ignorent, indique M. El Karm, mais la Chine est devenue un acteur mondial de premier ordre. C'est la deuxième économie mondiale, le premier exportateur et premier importateur dans le monde. En outre, la Banque populaire de Chine possède des réserves de change de l'équivalent de 4.000 milliards de dollars. Cela fait de la Chine une puissance mondiale».

Il rappelle que la balance commerciale de la Tunisie avec la Chine dégage un déficit commercial de près de 3 milliards de dinars avec des importations constituées essentiellement de produits avec une densité technologique forte et moyenne.

Il souligne aussi que «la Chine est maintenant un grand investisseur dans le monde. Les Chinois reconstruisent la célèbre et historique Route de la soie avec un ambitieux programme conçu autour d'une infrastructure imposante de chemins de fer et d'autoroutes et des investissements reliant, par une voie maritime, la Chine à l'Occident, principalement l'Europe. Ils ont réservé pour cet ambitieux projet les ressources des banques et fonds dédiés gérant plus de 150 milliards de dollars».

«La Tunisie offre des opportunités réelles pour profiter de cette dynamique et attirer des partenaires chinois pour investir en Tunisie dans des projets d'infrastructures et des projets de création de richesses touchant à la fois les secteurs des industries, mines, énergies, etc. En somme, tout type de projet qui soit rentable».

«C'est dans ce cadre qu'Amen Bank et l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), la plus grande banque commerciale au monde, ont signé une convention qui prévoit le cofinancement de projets d'infrastructures et des projets de développement industriel et de services. Cette convention permet également la mise en place d'une ligne de crédits destinée au financement des PME tunisiennes».

Ahmed El Karm souligne qu'aucune banque tunisienne ne s'était auparavant intéressée à la Chine. «Il s'agit d'une nouvelle voie royale que nous avons ouverte pour le système bancaire et financier tunisien dans le sillage de l'intéressante initiative prise à cet effet sous la conduite de la banque Centrale de Tunisie».

SFI (Société financière internationale) qui est, par ailleurs, un important actionnaire d'Amen Bank».

*La convention qu'Amen bank a signé avec l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) ouvre une voie royale pour le système bancaire et financier tunisien*

Après avoir détaillé ces quatre grands axes, Ahmed El Karm évoque d'autres actions entreprises par Amen Bank, à savoir le financement du logement par le CREDIM Express, le développement de la collaboration financière avec la Chine à travers la convention signée avec la première banque chinoise ICBC, le fonds de soutien des entreprises tunisiennes pour leurs investissements en Afrique grâce au fonds AFRICAMEN, la nouvelle communication institutionnelle de la banque et la certification MSI 20000.

*Amen Bank a mis en place une "liste noire" des secteurs polluants, néfastes à l'environnement et, de ce fait, exclus de ses interventions*

## AFRICAMEN

La convention signée entre les deux banques (Amen Bank et ICBC) stipule clairement que les interventions peuvent concerner tant les opérations en Tunisie que celles initiées par les entreprises tunisiennes en Afrique. C'est un mécanisme qui vient compléter le fonds créé par Amen Bank et Amen Capital, à savoir AFRICAMEN, créé en partenariat avec le groupe Pouline, la STAR et la Caisse des dépôts et des consignations -que je remercie énormément pour leur adhésion à cette dynamique.

Rappelons qu'AFRICAMEN est un fonds créé dans le but d'aider les entreprises tunisiennes à s'installer en Afrique subsaharienne par des apports de fonds propres, et éventuellement pour l'achat d'entreprises africaines qu'elles jugent intéressantes pour le développement de leurs activités.

Amen Bank a ainsi réussi à faire le joint entre l'Afrique, la Chine et la Tunisie, le tout grâce à une série d'initiatives pilotes impliquant toutes ses structures.

## Ooredoo cloud solutions



**ooredoo**  
عيش الانترنت

## Communication institutionnelle

Au chapitre de la communication, M. El Karm rappelle que le sigle et la signature qui accompagnent le nom "Amen Bank" datent maintenant de plus d'une vingtaine d'années. «C'est pour cela que nous avons estimé que le moment était venu pour rafraîchir tous ces supports d'identification afin de mieux visualiser Amen Bank. Il s'agit de donner à Amen Bank une image plus moderne, en faisant marquer davantage les valeurs sur lesquelles est fondée la banque, à savoir la solidité, la proximité avec la clientèle, l'innovation, la technologie, le sérieux et la responsabilité sociale et environnementale».

Une nouvelle stratégie de communication institutionnelle a été mise en place par Amen Bank à destination de son personnel, ses clients, ses partenaires, ses actionnaires et des médias. La signature a été modifiée passant de "Amen Bank, une nouvelle dimension" à "Amen Bank, partenaire de votre succès", marquant ainsi une plus grande implication dans le soutien et l'accompagnement des opérations et des investissements de la clientèle.

# Lire aussi ...

## Ahmed El Karm plaide pour une "loi d'exception" pour sauver l'économie tunisienne

Il faut soustraire l'économie à son état d'expectative. Le monde des affaires ronge son frein dans l'attente que l'Assemblée vote les lois qui vont permettre de réformer l'écosystème national. En attendant et dans l'intérêt de tous, Ahmed Karm, vice-président directeur général d'Amen Bank, suggère de tenter l'effet électro-choc sur l'économie afin de prévenir tout sentiment d'exaspération. Rien de tel qu'une loi d'urgence économique, avec une "short-list" de mesures choc pour envoyer des signaux forts.

Lire sur le web : <http://bit.ly/2fUdKez>

## Crise économique et glissement du dinar

### Le diagnostic et la thérapie selon

Ahmed El Karm

La seule issue viable pour notre pays, c'est d'accroître la productivité et se mettre au travail afin de relancer l'économie. La Tunisie ne peut sortir de la crise que par le travail. Et d'ajouter: "le sort des Tunisiens est entre leurs mains".

Lire sur le web : <http://bit.ly/2k7gqd9>

## Ahmed El Karm : La privatisation des banques publiques est inévitable

"La privatisation des banques publiques tunisiennes est une mesure inévitable, comme c'est le cas dans l'ensemble des pays développés".

Lire sur le web : <http://bit.ly/2wn4Hj2>

## Ahmed El Karm plaide pour un mémorandum d'entente entre les banques tunisiennes et italiennes

Intervenant au "dialogue euro-méditerranéen sur les services financiers", organisé vendredi 21 juillet 2017 à Tunis, il a souligné que ce mémorandum devrait être signé par le biais de l'APTBEF et la Fédération italienne des banques, des assurances et des finances. Il aura pour objectifs d'informer les banques dans les deux pays, de l'évolution des situations économiques réciproques et d'encadrer les hommes d'affaires tunisiens et italiens dans leurs opérations commerciales et d'investissement, en les orientant et assurant les financements nécessaires.

"De même, les transferts effectués par les tunisiens résidents en Italie, dont le nombre s'élève à 120.000 personnes, restent modestes et ne dépassent pas les 54 millions de dinars, d'où la nécessité de prévoir des mécanismes entre les deux pays pour inciter ces derniers à transférer les liquidités et à investir en Tunisie".

Lire sur le web : <http://bit.ly/2yv5h8h>

Tunisia 2020 : «Cette conférence doit marquer le passage de la priorité politique à celle économique», Ahmed El Karm

«Il ne faut pas briser la dynamique de la relance économique à cause de soucis d'ordre réglementaire ou procédural. Le gouvernement doit agir dans le sens d'une meilleures réactivité pour soutenir le retour des investisseurs sur la scène», estime Ahmed El Karm.

Lire sur le web : <http://bit.ly/2gLwBdu>

## WEBMANAGERCENTER.COM



## LA NOUVELLE VERSION

donne encore plus de valeur à votre **PUBLICITÉ**

Ahmed El Karm: «Les remèdes de l'économie sont entre les mains des politiques»

La décision de la Banque centrale d'augmenter, bien que légèrement, le taux intérêt de référence du marché monétaire est une décision qui s'impose. La mission principale de la Banque centrale est de lutter contre l'inflation. Cette dernière ayant dérapé jusqu'à devenir permanente, voire structurelle, ne pouvait laisser la BCT sans réaction.

Lire sur le web : <http://bit.ly/2wYrjnG>

## Commerce extérieur : Le plaidoyer d'Ahmed El Karm pour la création d'une banque tunisienne en Afrique

M. El Karm plaide pour l'accélération de la création d'une banque tunisienne en Afrique afin d'assurer l'encadrement financier des importateurs tunisiens. Il souligne également la nécessité d'encourager l'exportation des services, à travers la mise en place de mécanismes de financements favorables et l'octroi aux exportateurs de services les mêmes avantages que ceux accordés aux exportateurs de biens.

Lire sur le web : <http://bit.ly/2k5jExV>